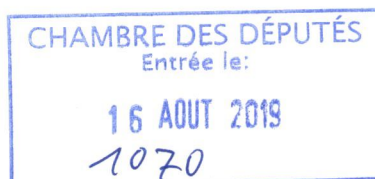


déi Lénk



Marc Baum
Député

Luxembourg, le 16 août 2019

Objet : Question parlementaire concernant l'accès aux jugements et le degré d'anonymisation des décisions de justice

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 83 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Justice.

Depuis 2002, nos voisins français disposent avec www.legifrance.gouv.fr d'un site spécifiquement dédié au « Service public de la diffusion du droit ». Ce site permet à ses usagers d'accéder gratuitement et rapidement non seulement à l'ensemble des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires en vigueur, mais aussi à une grande partie de la jurisprudence judiciaire, administrative et constitutionnelle.

Au Luxembourg, le site www.legilux.lu permet d'accéder aux textes publiés dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, tandis que www.justice.public.lu permet d'accéder à des versions anonymisées des décisions de la Cour Constitutionnelle, de la Cour de Cassation et des juridictions administratives. Toutefois, ce portail, qui ne dispose pas d'un formulaire de recherche multicritères, ne donne pas accès aux décisions judiciaires de première instance et d'appel, bien que celles-ci puissent également être d'intérêt jurisprudentiel. Pourtant, ces décisions existent bel et bien au format numérique et peuvent être consultés par les membres des juridictions sur l'intranet de celles-ci.

Comme l'a récemment indiqué le Président de la Cour supérieure de Justice dans une publication scientifique, cet état de fait regrettable serait dû à des hésitations concernant le degré d'anonymisation à réserver à ces décisions¹. En effet, si la publication automatique et non anonymisée de l'ensemble des décisions de justice risquerait de porter atteinte au droit à la vie privée de certaines personnes, une politique systématique de non-publication ou tendant à une anonymisation trop poussée semble également irréconciliables avec le caractère public de la justice dans le cadre d'une société démocratique.

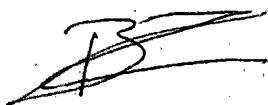
Au regard de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Les Services de Monsieur le Ministre envisagent-ils de rendre gratuitement et directement accessibles au public dans un avenir proche sur www.justice.public.lu ou tout autre site dédié les décisions des juridictions luxembourgeoises de première instance et d'appel ?
- Dans l'intérêt de faciliter l'accès au droit de l'ensemble des citoyens, ne serait-il pas opportun de créer un site unique dédié au « Service public de la diffusion du droit » et permettant des recherches multicritères, p. ex. en procédant à une refonte du site Legilux ?

¹ J.-C. Wiwinius, « Public Hearings in Civil Proceedings: From the Perspective of a Luxembourgish Judge », in B. Hess et A. Koprivica Harvey (dir.), *Open Justice: The Role of Courts in a Democratic Society*, Baden-Baden, Nomos, 2019, pp.100-101.

- Au regard des débats menés à ce sujet au Luxembourg et à l'étranger², quelle est la position de Monsieur le Ministre s'agissant du degré d'anonymisation des décisions de justice ? En particulier, afin de ne pas entraver le travail de la presse, ne serait-il pas opportun de limiter cette anonymisation aux seules personnes physiques ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments respectueux.



Marc Baum
Député

² Cf. le rapport « L'*Open Data* des décisions de justice » remis en novembre 2017 à la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en France : http://www.justice.gouv.fr/publication/open_data_rapport.pdf.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 16 août 2019

**Objet : Question parlementaire n° 1070 du 16.08.2019 de Monsieur le Député Marc Baum -
Accès aux jugements et degré d'anonymisation des décisions de justice**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés